

Déo Namujimbo

On tue tout le monde... et on recommence

*Reportage de guerre
à l'Est du Congo « démocratique »*



Déo Namujimbo

On tue tout le monde...
et on recommence

*Reportage de guerre à l'Est du Congo
« démocratique »*

Éditions EDILIVRE APARIS
93200 Saint-Denis – 2011

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS

175, boulevard Anatole France – 93200 Saint-Denis

Tél : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualite@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-2117-3

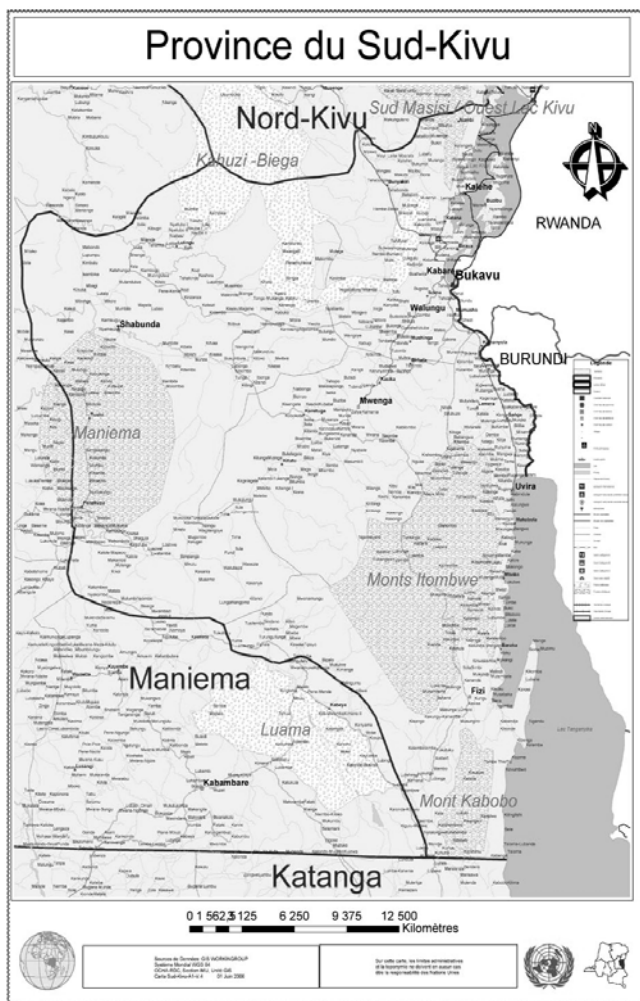
Dépôt légal : février 2011

© Edilivre Éditions APARIS, 2011

Aucune ressemblance avec des personnes existant ou ayant existé n'est fortuite.

Tous les personnages, dates, lieux et événements repris dans ces pages sont réels et véridiques.





*Je jure de dire la vérité,
toute la vérité,
rien que la vérité.*

*« L’histoire nous enseigne que,
par la paix, tout le monde est gagnant et que,
par la guerre, tout le monde est perdant »*

Lettre pastorale du Conseil permanent
des Évêques d’Angola.

À ma mère, **Thérèse Nabintu** même si elle ne sait pas lire.

À mon père **Pierre Namujimbo**

qui m'a inculqué le sens du sacrifice,
de l'abnégation et de l'amour du prochain ;

À ma tendre épouse **Émérence Kadjunga** ;

À mes chers enfants **Sissi, Vanessa,**

Chrystèle, Cynthia, Axel, Alex, Ansima et Laure ;

À toutes les Congolaises et à tous les Congolais,

Je dédie cet ouvrage.

Mes très sincères remerciements :

– À Mme Guillemette Mouren – Veyret, secrétaire de Défense de la langue française, pour sa profonde et patiente relecture et correction de cet ouvrage ;

– À ma sœur xavérienne italienne Teresina Caffi qui, bien qu'elle refuse que je la remercie publiquement, doit savoir que sans son appui matériel et logistique, j'aurais eu bien du mal à terminer ce « travail de mémoire » ;

– À leurs Excellences les Sénateurs André Ferrand et Pierre Galant, l’Ambassadeur Paolo Romano et son épouse Monica, Denis Vene et Ruddy Thrace, pour leurs excellents conseils ;

– À Mmes Françoise de Oliveira, Claudie Beaujeu, Annie Sagalov, Laurence Graffin, Virginie Jouan et Marie-Bénédicte Baranger pour leur soutien moral à un moment où j’en avais le plus urgent besoin ;

– À Michel Jacques et Jacques Groleau pour le temps, la dévotion et la patience mis à me faire découvrir Paris ;

– À Fabrice Boulé et sa femme Nana, Mike Hoffman, Xavier Rinaldi, Ambroise Pierre, Léonard Vincent, Franck Petit, Caroline Vuillemin, Elisabet Cantenis, Thomas Ntambu, Emmanuel Ngendazi dit « MicroMégas », Olivier Basille, Donat Mbaya, Ernest Sagaga et Paco Audije, Philippe Spinau, Danièle Ohayon, Darline Cottiere, Myriam Chebli et ma petite sœur française Zérane Girardeau sans lesquels j’ignore ce que je serais devenu avec ma famille.

– À mes frères et sœurs, beaux-frères, nièces et neveux de Belgique : Donatienne Damas – Namujimbo, Michel Latour et Joseph Damas, Nadine et Loya Muhigiri, Déodate, Jeanne et Gratien Madenge, l’Archiduc Kenny et ses sœurs la Princesse Axelle et la Marquise Iris Latour ;

– Au Dr Géronce Balegamire pour sa remarquable préface.

– À Christophe Piedra et toute l’équipe de La Cimade de Massy.

Déo Namujimbo
Paris, novembre 2010

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SIGLE	SIGNIFICATION
APR	Armée patriotique rwandaise
B-Coy	B – Company (2 ^{ème} Compagnie)
CFL	Chemins de fer des Grands Lacs
EFO	École de formation des officiers
FAC	Forces armées congolaises
FILTISAF	Fileries et tisseries africaines
MIB	Mission d’immigration des Banyarwanda
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie

RDC	République démocratique du Congo
RTNC	Radio télévision nationale congolaise
S3	Service militaire chargé de l'organisation et des opérations
SNCC	Société nationale des chemins de fer du Congo
TELECEL	Téléphonie cellulaire
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Ugandan people defence forces

PRÉFACE

Il y a longtemps que l'histoire de l'Afrique a cessé d'être orale pour devenir écrite. D'abord écrite par le colonisateur pour les enfants du colonisé, différente de celle de ses enfants. Ensuite celle, vraie, écrite par le colonisé pour sa postérité.

La République démocratique du Congo (Rdc) est une terre d'Afrique dont l'État indépendant du Congo, le Congo belge et enfin le Zaïre de Mobutu ne constituent que les étapes de cette triste et douloureuse histoire écrite à l'encre noire et souvent au sang rouge de ses habitants.

Cette histoire impose aux Congolais le devoir de mémoire des atrocités qu'ils n'ont cessé de connaître, mais aussi le devoir de mémoire à la communauté internationale dont beaucoup de membres sont auteurs et co-auteurs de ces atrocités et ont donc l'obligation d'y mettre fin.

Décembre 2002 – décembre 2003, cela fait exactement un an, jour pour jour, depuis le 17 décembre 2002 que l'Accord Global et Inclusif pour la mise sur pied de nouvelles institutions de la Rdc était signé. Il a fallu six mois d'atermoiements,

pour ne pas dire de tergiversations, pour parvenir à nommer les différents membres du Gouvernement de Transition, le 30 juin 2003. Aujourd'hui, sur deux ans programmés pour la durée de la Transition, six mois se sont déjà écoulés. Peut-on pour autant oser dire que le quart du contenu du programme de transition a été exécuté ? Espérons que les animateurs ou acteurs politiques des Institutions de la Transition envisagent de répondre à ce genre de questions qui seront encore plus pertinentes au terme du mandat qui leur a été confié. Revenons plutôt au sujet qui nous préoccupe dans la présente préface, c'est-à-dire à notre devoir de mémoire. Il s'agit de notre devoir à la mémoire historique de notre patrie, la Rdc.

J'exhorte tout compatriote congolais à prendre ce mot « mémoire » d'abord dans son sens simple, c'est-à-dire la faculté de se souvenir dont les éléments sont la fixation, la conservation, la reconnaissance et la localisation des souvenirs. Mais en second lieu, le mot « mémoire » devra être pris dans le sens du « souvenir que garde la postérité ». C'est dans ce sens que nous pourrions dire par exemple que la résistance au Kivu, pendant les cinq ans de la guerre d'agression, vivra dans la mémoire du peuple congolais. Mais, n'allons pas vite en besogne et commençons plutôt par le début :

- Souvenons-nous qu'en 1885 quelques nations, dites puissances européennes de l'époque, se sont arrogé le droit de se partager l'Afrique en différentes colonies. L'État indépendant du Congo naquit à l'époque comme propriété privée du Souverain belge, le Roi Léopold II, qui le cédera au Royaume de Belgique en 1908 : c'est le début de la colonisation belge au Congo.

- Souvenons-nous que de 1937 à 1949, la Belgique qui a sous son mandat le Rwanda et le Burundi en plus de la colonie du Congo, déverse des milliers de Rwandais dans le territoire de Masisi. C'est la fameuse Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB). Les premiers indices d'un complot international contre le Congo sont alors déjà perceptibles et ce en faveur de quelques pays voisins.

- Souvenons-nous qu'en 1945, les bombes atomiques larguées sur le Japon pour mettre fin à la deuxième guerre mondiale ont été fabriquées à partir de l'uranium puisé dans les carrières minières de Shinkolobwe (province du Katanga) au Congo belge. C'est la raison principale qui fera que la Belgique s'en tirera sans dette de guerre et ce fait attirera l'attention d'autres puissances sur les richesses immenses du sous-sol congolais.

- Souvenons-nous qu'en 1959, la révolution rwandaise qui hisse le Parmehutu au pouvoir à Kigali pousse des milliers de réfugiés de l'ethnie Tutsi dans les territoires de Goma, Masisi, Rutshuru, Kalehe, Idjwi, Kabare et Walungu ainsi que dans les localités de Mulenge, Katobo et Lemera.

- Souvenons-nous qu'en 1991-1992, les descendants des réfugiés rwandais de 1959, de même que ceux de la MIB, sont méconduits puis exclus de la Conférence nationale souveraine en vertu de la loi de 1981 sur la nationalité congolaise.

- Souvenons-nous qu'à la suite du génocide rwandais de 1994, la Communauté internationale, par le truchement de l'opération Turquoise, déverse plus de deux millions de réfugiés, des Hutu cette fois-ci, dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Le

complot international contre la RDC est déjà perceptible.

- Souvenons-nous qu'en 1996, la RDC est terrassée par une guerre qui, en l'espace de sept à huit mois, va porter l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaïre (Afdl) au pouvoir avec à sa tête le Mzee Laurent Désiré Kabila comme président de la République. Le complot contre la RDC atteint sa phase d'exécution.

- Qui oubliera qu'avant la mise de l'Afdl au devant de la scène de cette guerre, celle-ci était présentée comme une révolte des Tutsi Banyamulenge qui revendiquent à grand tapage médiatique par les armes (ce qui est une première !) la nationalité congolaise ?

- Qui pourrait oublier que l'après-midi du 29 octobre 1996, lors de la prise de la ville de Bukavu, une armada d'individus hétéroclites a tiré sans sommation sur tout ce qui bouge, y compris femmes et enfants ? Ces massacres emporteront près de 3000 personnes, en majorité des civils (les listes existent) dont le très mémorable monseigneur Christophe Munzihirwa, archevêque catholique de Bukavu, assassiné sur la place de Nyawera, depuis lors baptisée de son nom ?

- Qui oubliera que pendant cette guerre faussement présentée comme libératrice, nos « libérateurs » ont publiquement bastonné des personnes respectables, y compris des mamans dont le corps est considéré comme sacré par nos coutumes, et ce, souvent pour des délits mineurs ou même pour rien, comme notamment pour s'être chaussé de babouches (tongs) ?

- Qui oubliera qu'à cette époque, comble de l'humiliation, nos « libérateurs » ont craché sur nous

et même dans de nos bouches sans compter d'autres brimades comme déshabiller en pleine rue les femmes congolaises, occuper les maisons d'autrui, piller sans vergogne les biens publics et privés, occuper des postes clés partout dans les entreprises et les services de l'État... ?

- Souvenons-nous que par un sursaut patriotique, le 26 juillet 1998, le président Laurent Désiré Kabila décide de renvoyer ces coopérants libérateurs rwandais et ougandais, manifestement devenus encombrants tant envers lui-même que pour le pays tout entier.

- Souvenons-nous enfin de la deuxième guerre dite de libération ou de rectification en ce début du mois d'août 1998, toujours dans la ligne droite de l'exécution du complot contre la RDC.

- Qui oubliera qu'en ce lundi 3 août 1998, le lendemain des tirs nourris de la veille, pendant que la très officielle RTNC (Radio et télévision nationale congolaise) de Goma et de Bukavu diffusait le communiqué militaire proclamant l'insurrection, nos « libérateurs » banyamulenge faisaient passer leurs familles de l'autre côté de la frontière pour les mettre à l'abri. Dans l'entretemps, et dans le sens inverse, leurs frères d'armes rwandais et ougandais traversaient la frontière à Goma – Gisenyi et à Bukavu – Cyangugu, très lourdement armés avec chars à l'appui, pour envahir l'est du Congo ?

- Qui peut se permettre d'oublier la bravoure – certains ont parlé non sans raison d'acte d'inconscience – de l'octogénaire commandant Sylvestre Lwecha qui, à la tête d'une poignée de vaillants soldats congolais, a opposé une farouche résistance aux envahisseurs rwandais à Bukavu ?

– Qui oubliera que cette guerre, appelée au début « guerre de libération » puis « guerre de rectification » a pris du temps pour se trouver un garant appelé RCD, mais dont les vrais maîtres d'œuvre se sont plus tard révélés être les trois pays voisins (Rwanda, Burundi et Ouganda) et enfin reconnus officiellement, même par la Communauté internationale, comme agresseurs ?

– Qui se permettrait d'oublier, en cette date fatidique du 3 août 1998, le massacre de dizaines de soldats et d'officiers congolais, lâchement exécutés à l'aéroport de Kavumu, à seulement 35 kilomètres de Bukavu, sous les ordres du commandement Tutsi congolais Eric Ruhorimbere, grâce à la perfidie et à la complicité de leurs congénères congolais, les officiers Tshapul Mpalanga, Sion Malekera et Thierry Ilunga ?

– Qui peut se permettre d'oublier le massacre de Kasika, en ce dimanche 23 août 1998 : parmi les centaines de victimes, le Mwami (chef coutumier) Mubeza Nalwindi, son épouse enceinte et donc le produit de conception, c'est-à-dire une tuerie qu'il sied de qualifier de rituelle, signant de la part de ses auteurs la volonté manifeste d'exterminer la souche de tout le patrimoine dynastique du Sud-Kivu dont la source se situe chez Nalwindi ? Par la même occasion, ils massacreront l'abbé Stanislas Wabulakombe, un séminariste et trois sœurs religieuses qu'ils mutileront, soi-disant pour punir l'Église pour son « refus de coopération ».

– Qui oubliera ces autres crimes contre l'humanité, à savoir le massacre de Makobola, de Katokota, de Burhinyi, les razzias de Bunyakiri et de Walungu, ces violences et viols infligés aux femmes, aux fillettes et

même aux femmes âgées, utilisés comme arme de guerre, les enterrements des personnes vivantes, etc ?

– Qui oubliera, pendant cette affreuse guerre, la persécution des Églises chrétiennes engagées dans la lutte contre l’injustice sous toutes ses formes, l’agression, la violation des droits humains mais aussi contre le vol et le pillage des ressources congolaises ? Cette persécution trouvera son point culminant dans la relégation de Son Excellence l’archevêque de Bukavu, monseigneur Emmanuel Kataliko « d’heureuse mémoire » sept mois durant en dehors de son diocèse, et ce sur décision des autorités politiques des pays agresseurs. Le prélat bien-aimé de la population décédera peu après son retour à Bukavu dans des circonstances non élucidées encore aujourd’hui, des sources bien informées parlant d’empoisonnement. Tout comme, en 2001, le professeur Jean-Charles Magabe, qui avait préféré s’exiler plutôt que de gouverner le Sud-Kivu sous les ordres des rebelles – agresseurs ?

– Qui pourrait oublier que par la seule volonté des pays agresseurs, nous avons été politiquement et militairement dirigés pendant cinq ans par des hommes sans foi ni loi, faussement appelés « rebelles », très souvent nommés et démis de leurs fonctions au gré et sur base des seuls intérêts des États parrains ?

– N’oublions surtout pas la bravoure, l’abnégation, le criant nationalisme et le sacrifice avec lesquels les combattants Mayimayi, Katuku, Bangilima et autres, qui à l’origine, se sont avec acharnement opposés à l’occupant sans arrière pensée, à ce moment-là, sur d’éventuels dividendes d’ordre politique ou financier,

uniquement mus par l'objectif de la lutte patriotique en vue de la sauvegarde de la terre de nos ancêtres.

– N'oublions pas que les cinq années de guerre en RDC, de 1998 à 2003, qualifiées de « guerre mondiale d'Afrique », ont impliqué plusieurs rébellions, toutes sans exceptions commanditées de l'extérieur, en véritables sous-traitants des pays voisins, reconnus finalement par tous comme étant des agresseurs. Les dirigeants de ces rébellions, de même que leurs parrains, doivent assumer leurs crimes contre l'humanité ainsi que les crimes de guerre, tels les génocides de l'Ituri, le cannibalisme sur le peuple Pygmée, les morts civils des confrontations armées, à quatre reprises, entre les troupes de l'Armée patriotique rwandaise (APR) et celles de l'Ugandan People Defence forces (UPDF) à Kisangani, les tueries de Kisangani du 14 mai 2002 sous les ordres d'un certain Gabriel Amisi Kumba, alias Tango Four et du très fameux général Laurent Nkunda, le massacre des officiers à Kavumu sous le commandement d'Eric Ruhorimbere et Tshapul Mpalanga, les razzias et tueries dans les villages de Walungu en avril 2003, dans la guerre inventée par l'APR associée au RCD pour écraser les irrédentistes Mudundo 40.

– Qui enfin, pourrait se permettre d'oublier le combat non violent de cette intrépide société civile du Sud-Kivu qui a porté les aspirations du peuple kivutien dans son incessante lutte héroïque pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire et l'unité nationale et contre le complot de partition du pays par les rebelles et leurs parrains agresseurs.

• Souvenons-nous aussi des forums de Lusaka, en 1999, Sun City en 2001 et enfin Pretoria

en décembre 2002, au cours desquels le sort de la Rdc a été scellé par des accords signés sous des pressions externes et internes et grâce à nos pressions en relation avec notre existence à la base. Nous devons sans cesse avoir en tête cette affirmation du sociologue québécois Jean René-Marcel Sauvé : *« Le domaine de la géopolitique est celui des rapports permanents qui existent entre la géographie et la genèse des pouvoirs politiques et économiques qui se maintiennent dans l'espace et dans le temps »*.

- Souvenons-nous finalement de cet odieux partage du pouvoir où victimes et bourreaux se sont côtoyés pour manger à la même table ! Mais où la majorité silencieuse, c'est-à-dire le peuple à la base, grande victime de cette guerre d'agression, risque d'être oubliée. Ayons toujours à l'esprit que parmi tous ceux qui nous dirigèrent pendant la période de transition, nombreux, si pas tous, ont plein de sang sur les mains et ce, dans tous les organes jusqu'au sommet de l'État, appelé espace présidentiel, qui compte en son sein les garants de massacres à grande échelle, de cannibalisme, de violences et de viols de femmes, de razzias et autres crimes sans nom.

Mes chers compatriotes ! Au vu de ce qui précède, j'espère que les lecteurs de ce livre seront comme moi convaincus que la RDC est victime d'un complot international évident et perceptible dans toutes les péripéties de ces deux guerres d'agression. Comme les conspirateurs et les agresseurs n'ont pas encore désarmé et que les velléités bellicistes, annexionnistes et sécessionnistes visant la balkanisation de la RDC sont toujours dans leur agenda, nous Congolais n'avons pas le droit de baisser les bras si nous voulons sauver notre patrie. Car pour eux, surtout

qu'ils ont goûté au miel et au lait de ce beau pays, la mise en échec de l'aboutissement actuel de notre combat n'est que partie remise.

L'une des nombreuses preuves de ce complot international savamment orchestré, c'est que malgré plus de 4 millions de morts recensés – presque autant que la seconde guerre mondiale et 8 fois plus que le génocide rwandais dont on parle tant – la communauté internationale vient d'obliger la RDC à retirer sa plainte contre l'Ouganda et le Rwanda auprès de la Cour pénale internationale (Cf. le journal « Les Coulisses » n° 133, du 28 novembre au 15 décembre 2003).

L'auteur de ce livre, le journaliste et écrivain congolais Déo Namujimbo, l'a compris très tôt et mieux que quiconque. Il donne sa contribution inestimable par des témoignages poignants, repris à travers les différents chapitres de cet ouvrage, sur les atrocités de la guerre d'agression que nous venons de subir de 1998 à 2003. Il le fait au risque de sa vie, car témoin gênant des scènes et situations que sa conscience lui reprocherait de taire.

Vous les juristes congolais, mais aussi vous organisations de défense des droits humains, nous nous permettons ici de vous interpeller. Vous avez du pain sur la planche, de la vaste matière qui demande que usiez de votre savoir-faire pour que justice soit faite et que le culte de l'impunité soit banni dans notre pays. Portez-vous partie civile surtout pour plaider en faveur des sans voix. Vous aurez par ce fait contribué à asseoir la justice chez-nous pour permettre de retrouver et d'installer une véritable paix durable.

Nous pouvons certes nous réfugier derrière nos convictions religieuses ou animistes, ou encore d'ordre culturel par lesquelles notre conscience nous commanderait de pardonner... Cependant, rappelons-nous toujours que notre devoir de mémoire prime avant toute chose. « *Oublier le passé, c'est accepter qu'il se reproduise* », disait le Premier ministre britannique Winston Churchill. Et nous d'ajouter : « *oublier le passé récent de l'histoire de notre pays la République démocratique du Congo c'est accepter manifestement qu'il se reproduise, c'est-à-dire, signer l'arrêt de mort de notre existence en tant qu'entité géopolitique et membre de la communauté internationale* ».

Docteur Géronce Balegamire Bikanaba
Pédiatre,
Janvier 2004.

AVANT-PROPOS

*« Je me bats sans bombes ni fusils.
Mes seules armes sont la loi et la
justice, la plume et le papier »*

CHEIKH YOUSSEF EL-BADRY,
avocat islamiste égyptien

*« Les grandes questions de notre temps
ne sont pas tranchées par des discours
et des motions majoritaires mais par le
fer et le sang »*

Prince OTTO VON BISMARCK,
chancelier allemand

Le monde entier a encore beaucoup à savoir sur ce qui s'est réellement passé à l'est du Congo démocratique au début de la « deuxième guerre de libération », également dite – et sans rire – « guerre de rectification ».

Au soir du dimanche 2 août 1998, les habitants de Bukavu et de Goma furent surpris d'apprendre sur les ondes de la Radio Télévision Nationale Congolaise

(RTNC / la Voix du Peuple) que le président de la République démocratique du Congo, Mzee Laurent Désiré Kabila, avait été démis de ses fonctions. La RTNC diffusait à longueur de journées un communiqué laconique et monocorde en français, en swahili et en lingala (deux des quatre langues nationales de la RDC), dans lequel un obscur et inconnu commandant Sylvain Buki affirmait sans vergogne que les militaires congolais avaient décidé de démettre le chef de l'État pour cause de divers délits. Le texte parlait entre autres de mauvaise gestion de la chose publique, de l'incapacité du gouvernement de Kinshasa à unifier l'armée, de la tribalisation à la tête du pays, du refus d'ouverture à la démocratie, de la détention injustifiée de prisonniers politiques, de l'incitation au génocide anti-Tutsi, j'en passe, et des meilleures.

Ce que le communiqué n'osait pas dire, par contre, c'était le rôle que les armées rwandaise et ougandaise avaient joué dans cette pseudo mutinerie. Car les véritables mentors et commanditaires de la « rébellion » – ils furent forcés de l'avouer bien plus tard – n'étaient autres que les présidents Paul Kagame du Rwanda et Yoweri Kaguta Museveni de l'Ouganda, à l'instigation du gouvernement américain.

Conscient de mon rôle de journaliste appelé à faire savoir au monde entier, à commencer par mes compatriotes congolais, ce qui s'est réellement passé à cette période de notre histoire, convaincu que mon modeste témoignage servira un jour au rétablissement de la vérité de manière que chaque Congolais et chaque Congolaise, à tous les niveaux, assume ses véritables responsabilités dans cette tragédie qui a endeuillé quasiment toutes les familles

de notre pays, j'ai usé de toutes sortes de subterfuges pour être dans le feu de l'action, de manière à relater plus tard ce que j'aurai vu et entendu. C'est ainsi que j'ai réussi à « m'imposer » reporter de guerre de la 6^{ème} brigade de l'armée « rebelle » qui, partie d'Uvira au Sud – Kivu le 14 août 1998, deux semaines tout juste après le déclenchement des opérations, a « libéré » la ville de Kalemie, au Katanga, le 26 du même mois.

Sur ce front j'ai vécu les plus rudes moments de ma vie. Bien souvent j'ai failli y laisser ma peau. Mais il faut croire que, comme le dit si bien Georges Moustaki, paraphrasant un poème de Paul Verlaine : « *J'ai voulu mourir à la guerre mais la mort n'a pas voulu de moi* ». J'ai vu mourir sous mes yeux des centaines de Congolais, exécutés par leurs compatriotes du RCD, simplement parce que soupçonnés – presque toujours à tort – de servir l'ennemi. J'ai vu de mes yeux incendier des villages entiers, bombarder des quartiers de Kalemie, exterminer femmes et enfants, vieillards et infirmes, civils et soldats dont le seul crime avait été de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

Bien des fois, écœuré, épouvanté, j'ai été tenté de tout laisser tomber, de ranger mon stylo et de rebrousser chemin. Mais comment l'aurais-je pu sans être soupçonné d'espionnage et liquidé séance tenante ?

Je n'irai pas jusqu'à soutenir que tous les vaillants soldats de la 6^{ème} brigade étaient des assassins, des sans cœur. La plupart ne faisaient qu'obéir aux ordres et finalement très peu d'entre eux étaient dans les secrets des dieux. Ils ne savaient pas que ceux sur qui ils tiraient allègrement étaient leurs frères et non des

ennemis. À l'époque, ils ignoraient que les vrais ennemis du peuple congolais qu'ils croyaient défendre et protéger, c'étaient justement ces chefs, ces commandants qu'ils vénéraient et qui leur avaient soigneusement caché les véritables raisons de la « mutinerie », préférant les envoyer cyniquement, sadiquement, à la boucherie sans même leur expliquer pourquoi ils allaient sacrifier leurs jeunes et innocentes vies. Ces pauvres soldats ne se rendront compte que bien plus tard – il sera alors trop tard – que la guerre qu'ils livraient n'avait pour but que d'aider deux petits pays voisins pauvres à piller sans honte et sans retenue les incommensurables richesses du noble et géant Congo démocratique. Qui leur jetterait la pierre ?

Cet ouvrage se divise en deux parties. La première, elle-même subdivisée en deux chapitres, relate le rôle de l'APR (Armée patriotique rwandaise) dans la prise de Bukavu, le 2 août 1998, ainsi que le massacre, le lendemain, de dizaines d'officiers congolais – des héros, suis-je tenté d'affirmer – qui avaient refusé de faire partie de ce plan machiavélique. Ils ont tous été exécutés au tout début de la guerre à l'aéroport de Kavumu dans les circonstances relatées dans les pages qui suivent, selon différents récits et divers témoignages concordants recueillis par mes soins auprès de différents rescapés de cet holocauste.

La deuxième partie, détaillée, est l'histoire vécue par moi-même et racontée jour après jour, minute par minute, tout au long de ce périlleux reportage où mille et une fois j'ai failli laisser ma peau, fauché par les balles de l'armée loyaliste de Kabila ou éviscéré par le poignard de Mulamba, l'homme à tout faire du

commandant de la 6^{ème} brigade, le sous-lieutenant devenu colonel en un an Anicet Bolongi.

Mon but initial en me lançant dans cette folle et suicidaire aventure était de publier un article dans l'un ou l'autre journal ou revue. Mais par la suite, ayant évalué la somme et l'importance des éléments rapportés du front, je me suis décidé à en faire un livre, beaucoup plus détaillé, plus facile à conserver mais aussi... plus rentable.

Plusieurs raisons ont fait que ce livre n'a été publié que bien des années après les faits y relatés. D'abord, tout au long de ce qu'il convient d'appeler le drame congolais, du moins à l'est de mon pays, la communication avec l'extérieur était étroitement surveillée par les hommes du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et leurs comparses rwandais. A titre d'exemple, tout courrier reçu ou expédié du Kivu devait passer par le Rwanda où il était systématiquement ouvert et fouillé, lu et analysé avant de parvenir au destinataire. Quand il n'était pas proprement déchiré ou précieusement conservé dans les archives secrètes des services de renseignements rwandais.

Ensuite le dénuement, la misère ont été tels à cette période dans tout le territoire contrôlé par le RCD que pendant de longs mois je ne pouvais même pas réunir de quoi m'acheter un timbre pour envoyer mon manuscrit à un éditeur.

Troisièmement, il m'était impossible de savoir en qui je pouvais avoir assez confiance pour lui demander de m'aider dans mon projet d'édition. Beaucoup de gens à Bukavu sont morts ou ont définitivement disparu pour bien moins que ça.

Bien plus, je me savais épié et surveillé en permanence et la moindre indiscretion de ma part m'aurait très sûrement coûté la vie ainsi qu'à ma femme et à mes enfants, à mes parents et à mes amis.

Dans mon subconscient, chaque fois que je relis le livre que vous avez entre vos mains, je ne cesse de me dire que, avec cette « aventure », j'ai réellement découvert que j'étais enfin devenu adulte, malgré mes près de 40 ans à l'époque et mes responsabilités sociales et familiales. Au fil de ces mois de galère et de permanent contact avec la mort et la putréfaction, j'ai découvert l'homme autrement que ce que j'avais vu au cinéma ou lu dans les livres. J'en suis arrivé à cette macabre conclusion : de tout temps l'être humain, qu'il soit Blanc, Noir, Rouge ou Jaune, qu'il vive dans l'abondance ou la misère, est un être abject qui ne mérite pas, n'a jamais mérité et ne méritera peut-être jamais qu'on le compare à l'image de Dieu. La richesse ou le dénuement, la vie sous les tropiques ou sous les cieux tempérés n'y changent rien. « Il n'est pas un juste, pas même un seul », ai-je lu quelque part dans la Bible, je crois dans l'histoire de Lot qui, malgré la magnanimité de Dieu, n'a pas pu trouver un seul homme intègre grâce auquel le peuple de Dieu eut pu être sauvé du Déluge. Il suffit pour m'en convaincre, pour vous en convaincre cher lecteur, de rappeler à notre mémoire des gens comme Judas Iscariot, Brutus fils de Jules César, Napoléon, ou encore, plus près de nous, Mao-Tse-Toung, Adolf Hitler, Augusto Pinochet, Jean-Bedel Bokassa, Nicolae Ceaucescu, Idi Amin Dada, Mobutu Sese Seko et Pol Pot.

Je resterai à jamais convaincu qu'aussi longtemps que Dieu et Sa Parole ne règneront pas dans nos

cœurs, le monde restera ce qu'il est et qu'il a été de tous temps : un repaire de fauves assoiffés de meurtres qui multiplient perfidement les occasions de sauter sur les agneaux pour assouvir leurs ambitions et se nourrir et s'abreuver jusqu'à satiété de la chair et du sang de leurs victimes. « *Non, il n'est pas de juste, pas même un seul* ».

Déo Namujimbo
Journaliste indépendant et écrivain congolais

INTRODUCTION

*« Suis-je né trop tôt ou trop tard
Qu'est-ce que je fais en ce monde
Oh vous tous ! ma peine est profonde
Priez pour le pauvre Gaspard »*

Georges MOUSTAKI,
chanteur français d'origine grecque
(reprenant un passage de « Sagesse »
de Paul Verlaine)

Un soulagement certain a élu domicile dans le cœur de tous les habitants de la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, à l'est du Congo démocratique, depuis le lundi 26 juillet 1998. Ce jour-là en effet, le président de l'ex-Zaïre, Laurent-Désiré Kabila, avait décidé de renvoyer chez eux les « coopérants » militaires rwandais et ougandais qui l'ont aidé à chasser du pouvoir le dictateur Joseph-Désiré Mobutu Sese Seko, au terme de neuf mois de guerre intense conduite par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo – Zaïre (AFDL).

Présentée au départ comme une fronde des Tutsi congolais « Banyamulenge » pour la « reconnaissance de leur nationalité congolaise », cette guerre se transforma très vite en « rébellion » fortement armée et soutenue militairement et politiquement par le Rwanda et l'Ouganda, et progressivement par d'autres pays voisins, tels que l'Angola, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud... contre le régime de Mobutu.

Si, pour la plupart des autres pays africains, il fallait mettre fin au règne du vieux maréchal devenu gênant à bien des égards, l'implication du Rwanda et de l'Ouganda, de la planification jusqu'à la fuite du dictateur, se justifia par le souci de démanteler les camps des réfugiés Hutu rwandais installés par millions à l'est du Zaïre et présentés par les pouvoirs de Kigali et Kampala comme un « danger à leur sécurité intérieure et extérieure ». Mais aussi une façon de soutenir les Banyamulenge.

Les Congolais n'apprécièrent pas le fait qu'en prenant le pouvoir le 17 mai 1997, Kabila ait nommé aux commandes de tous les organes de décision des Rwandais et des Ougandais, au nom d'obscurs accords qu'ils auraient signés avant le déclenchement de la guerre et que ces derniers évoquaient régulièrement comme une sorte de chantage envers les Congolais, à commencer par leur nouveau président.

Il est un fait que ces Rwandais et ces Ougandais, surtout les premiers, se mirent dès lors à se considérer comme en territoire conquis, s'arrogeant tous les droits, notamment sur le monopole des richesses du pays, les biens publics et privés, les fonctions les plus lucratives, brimant volontairement et cyniquement les populations congolaises.

Plusieurs mois durant, les habitants des villes de l'est du Congo-Zaïre regardèrent, impuissants, les biens pillés dans leur pays, notamment les voitures, les minerais et pierres précieuses, les pièces détachées d'usines, les appareils électroménagers, les ordinateurs, ou même les moteurs de bateaux et les engins de travaux publics... traverser les frontières.

L'étranger pilla systématiquement le pays, sans se cacher ni fournir aucune explication. Se faisant passer pour des Tutsi congolais Banyamulenge, les compatriotes de Paul Kagame se placèrent à la tête de toutes les institutions, à l'armée, à la magistrature, à la police, dans tous les départements de la fonction publique, dans les services et entreprises publics et paraétatiques. Et quand ils ne dirigeaient pas visiblement, ils secondaient – mieux faisaient semblant de seconder – un chef congolais, qui ne pouvait rien décider sans leur accord.

À la veille de la décision présidentielle de mettre fin à la présence des soldats rwandais et ougandais au Congo, dans la ville de Bukavu, par exemple, les fonctions importantes étaient occupées par des Tutsi, Rwandais et Banyamulenge confondus. Au niveau de la territoriale, le vice-gouverneur de la province (Benjamin Serukiza), le maire de la ville (Thaddée Mutware Binyonyo), le bourgmestre de la commune de Bagira, le bourgmestre adjoint de celle de Kadutu (Saddock Bigenza), le directeur provincial de l'Agence nationale de renseignements, le procureur de la République (Jonas Sebatunzi)... tous étaient des Tutsi. À l'armée, le commandant adjoint de la 222^{ème} brigade ainsi que les quatre cinquièmes des commandants des grandes unités étaient Tutsi.

Il est à noter qu'au niveau de l'armée et de la police, les hommes de troupe et les officiers congolais ne disposaient pas, sauf à de très rares exceptions, ni de munitions dans leurs armes, ni de matériel de communication ni du plus simple moyen de locomotion.

Le commandant provincial de la police nationale (l'actuel général Constantin Mudekereza), brillant et efficace colonel de gendarmerie qui a mérité ses galons dans de très bonnes académies de police d'Europe et des États-Unis, devait, avant toute décision quelle qu'elle fut, en référer à son adjoint François Mugabo, un jeune sous-lieutenant Munyamulenge (Tutsi congolais) de 29 ans sans aucune formation en matière de police ou de sécurité.

À la Fonction publique, presque toutes les divisions, sous-divisions et services provinciaux, en priorité ceux qui génèrent des recettes, étaient chapeautés par des Tutsi, presque toujours sans la moindre formation ni expérience en la matière. Nous n'en donnerons pour exemple que la division provinciale des mines et géologie, dont le chef de division, M. Kayonga Abbas, est connu de la population de Bukavu où il a été pendant plusieurs années... chauffeur de taxi.

Sans nullement prétendre être exhaustif, nous retiendrons aussi le cas de quelques services de l'État : l'Office congolais de contrôle (feu André Gifota), l'Inspection provinciale de la santé (Dr Norbert Runyambo), la moribonde Société nationale d'électricité (Venant Nkundiyimana), la mairie de Bukavu (Thaddée Mutware Binyonyo)... Tous des Tutsi !

Dans les entreprises publiques et paraétatiques, quand elles n'étaient pas dirigées par un Rwandais ou un Munyamulenge, les directeurs étaient tenus de transmettre le rapport de leurs activités quotidiennes au vice-gouverneur de la province (Benjamin Serukiza) Nkundabantu qui, en plus de ses attributions administratives, géra pendant près de cinq ans les finances de la province sur lesquelles ses chefs congolais successifs (Anatole Bishikwabo, Jean-Charles Magabe puis Norbert Basengezi Katintima) n'avaient même pas un droit de regard. On a vu souvent le gouverneur Basengezi Katintima prendre des mesures qui étaient immédiatement balayées d'un geste de la main par son puissant adjoint.

Les services de sécurité, en l'occurrence l'ANR (Agence nationale des renseignements) et la DGM (Direction générale des migrations), furent longtemps dirigés par des jeunes Rwandais venus tout droit des préfectures du Rwanda, certains n'ayant jamais mis le pied au Congo – Zaïre auparavant.

D'autres cas sont flagrants dans les divers domaines, au Nord comme au Sud-Kivu. Certains biens privés n'échappèrent pas à la spoliation systématique par des Rwandais, les uns usant de leurs fonctions injustement acquises, les autres s'y prenant par la force des armes et les intimidations diverses. Des hôtels, des stations services, des immeubles et autres commerces furent ainsi accaparés par les « libérateurs » sans que les propriétaires espèrent les récupérer un jour.

Voilà donc le climat dans lequel la décision du président Kabila surprit la population congolaise et particulièrement celle de Bukavu qui pensait déjà à une complicité à la tête du pays entre le pouvoir et les

agresseurs. On comprend aisément dès lors que les Congolais aient poussé un véritable Ouf ! de soulagement qu'ils ne purent toutefois manifester publiquement, par peur de représailles sanglantes. Mais ce que les ex-Zaïrois ignoraient, en ce soir du lundi 26 juillet, c'est que les « étrangers » n'étaient pas du tout décidés à partir. Ils avaient de longue date résolu de rester au Congo et de régner sur une population soumise plutôt que de retourner dans leur pays où seul le langage des armes a droit de cité à cause de la haine séculaire entre Hutu et Tutsi, ainsi que par le pouvoir d'exclusion. Comment du reste pouvaient-ils s'empresse de rentrer dans leur pays extrêmement pauvre, où l'avenir sera à jamais incertain, en laissant derrière eux un Congo assis sur des richesses à accumuler sans même se baisser ?

Au moment où les Congolais espéraient enfin recommencer à vivre dans la quiétude, les Rwandais, les Burundais et les Ougandais, se ralliant aux Banyamulenge et à des Congolais sans scrupules corrompus et avides de pouvoir, fomentaient une nouvelle « guerre de libération », qu'ils appelleront sans rire « guerre de rectification ».

Au départ présentée comme une mutinerie de l'armée congolaise qui se serait désolidarisée du régime de Kinshasa, celle-ci ne tarda pas à montrer sa vraie face. La population des provinces du Nord et du Sud-Kivu qui vit débarquer de fortes troupes rwandaises et ougandaises, fut surprise d'apprendre par la radio officielle, qu'il s'agissait d'un « mouvement » visant à renverser Kabila et à installer la démocratie au Congo. On comprit très vite que ce mouvement avait été de toutes pièces créé à la hâte pour donner à l'agression des allures d'une rébellion

congolaise. Ce mouvement, que d'aucuns qualifient encore aujourd'hui de « *la plus grande association de malfaiteurs qu'aient jamais connu le Congo et l'Afrique* » sera plus tard baptisé « Rassemblement congolais pour la démocratie » (RCD).

LA GUERRE EST IMMINENTE

**(Témoignage d'un policier témoin oculaire
de l'entrée des troupes rwandaises à Bukavu)**

*« J'ai vu occuper ma ville
Par des cons en uniforme
Qui n'étaient pas vraiment virils
Mais qui se prenaient pour des hommes
J'ai marché sur bien des routes
J'ai connu bien des patelins
Partout on vit dans le doute
Partout on attend la fin »*

Renaud SECHAN (dit Renaud),
chanteur français

*« J'ai été affecté au poste frontalier de Ruzizi 1^{er} le
lundi 26 juillet, le jour-même où le président Laurent
Kabila a signé le décret mettant fin à la coopération
militaire qui le liait aux gouvernements du Rwanda et
de l'Ouganda. J'ai appris cette nouvelle à la radio ».*

C'est en ces termes que débute le récit du policier
Lobilo, en faction à la frontière entre le Congo et le
Rwanda, et qui a témoigné de l'intense mouvement

des autorités militaires et civiles entre les villes de Bukavu, en RDC, et de Cyangugu au Rwanda, pendant les préparatifs de la guerre.

« Vers 11 heures 30, poursuit-il, le commandant de la ville de Bukavu, Sion Malekera, est venu à la frontière pour nous dire qu'aucun soldat rwandais n'était autorisé à traverser la frontière par le poste de Ruzizi, étant donné qu'ils devaient tous rentrer chez eux par bateau via Goma et Bukavu. Toute autre traversée de la frontière par des soldats devait être couverte par une autorisation signée par le commandant Malekera lui-même ou à défaut par son chef, le commandant de brigade, ancien major des Forces armées zaïroises, Tshapul Mpalanga.

Une demi-heure après le départ de Malekera, un officier Tutsi, le commandant Emmanuel, s'est présenté à la barrière à bord d'une camionnette Toyota Land-Cruiser remplie de meubles et de valises. Le véhicule était suivi par un gros camion de marque Saviem qui transportait sa famille et beaucoup d'objets dont des meubles, des valises et sacs de voyage, des appareils (téléviseurs, frigos, congélateurs, cuisinières...). Comme Emmanuel paraissait très nerveux et que nous connaissions son importance dans l'armée, nous ne lui avons posé aucune question et nous avons levé la barrière pour le laisser traverser avec sa famille. Après lui sont venus les commandants Thierry Ilunga, Anaclet Tshibambe et Mukalayi, des Congolais ceux-là et tous originaires du Kasai, chacun au volant de sa voiture. Ils nous ont ordonné d'ouvrir la barrière et ils sont allés au Rwanda sans même répondre à notre salut. Je ne les ai pas vus rentrer. Le reste de la journée de ce lundi et une bonne partie de la nuit, un défilé

incessant de voitures et de camionnettes escortées de soldats Tutsi ne nous a pas permis de fermer l'œil. Ces véhicules étaient tous remplis de meubles, de bagages divers, de femmes et d'enfants Tutsi qu'on faisait traverser vers le Rwanda.

Le lendemain vers 10 heures, nous refusons la traversée à deux soldats rwandais marchant sur des béquilles, parce qu'ils n'ont aucun document de sortie. Dans l'après-midi, le même commandant Thierry Ilunga se présente au volant d'une camionnette bleue pleine de militaires congolais. Ils traversent la frontière. Ilunga rentrera seul, accompagné de cinq ou six gardes du corps seulement, le reste des hommes qui remplissaient la camionnette étant restés au Rwanda.

Mercredi 28 juillet. Les agents de l'Office des douanes et accises (Ofida) sont intrigués par les mouvements inhabituels de traversée vers le Rwanda. Ils nous demandent ce qui se passe. Nous ne pouvons rien leur répondre, nos chefs ne nous ayant rien fait savoir. Vers 13 heures, trois camions militaires congolais vides se présentent, convoyés par les commandants Thierry Ilunga, Mukalayi et Anaclet Tshibambe, chacun dans sa voiture personnelle comme deux jours auparavant. Ils ne seront pas encore rentrés lorsque nous mettons le cadenas sur la barrière à 19h30, clôturant la journée. Ils auront donc passé la nuit au Rwanda.

Jeudi 29 juillet, 10 heures. Les trois camions qui sont allés au Rwanda la veille rentrent au Congo, toujours escortés par les commandants Ilunga, Tshibambe et Mukalayi. Les camions tout comme les jeeps des officiers sont bourrés de soldats armés jusqu'aux dents et visiblement drogués. Tous sont

rwandais et arborent l'uniforme et les insignes de l'Armée patriotique rwandaise (APR). Mon collègue policier connaît le chauffeur de l'un des camions et lui demande qui sont ces soldats et pourquoi ils entrent au Congo alors que tous les Rwandais ont été priés de rentrer dans leur pays. On lui répond que ce sont des soldats Banyamulenge qui étaient encore au Rwanda et qui rentrent dans leur pays. Nous comprenons que ce sont là les explications qui ont été fournies aux chauffeurs et n'insistons pas. Nous sommes très impressionnés par leur armement, composé essentiellement de canons, de lance-roquettes, de caisses d'obus et de grenades. Chacun d'eux porte deux mitraillettes et un pistolet ainsi que plusieurs chargeurs. Nous leur ouvrons la barrière et les véhicules foncent vers Bukavu, toujours escortés par les véhicules des trois officiers.

Dans l'après-midi, l'adjoint de l'Inspecteur provincial de la police, François Mugabo, un Munyamulenge, se présente devant nous à la frontière, accompagné de son cousin José Mugema, le chef de la Police d'intervention rapide. Ils sont tous les deux en tenue civile avec chacun un revolver glissé dans la ceinture du pantalon. Ils conduisent deux camionnettes chargées de valises, de meubles et d'appareils électroménagers, ainsi que leurs femmes et leurs enfants. Ils s'en vont au Rwanda, d'où ils rentreront seuls quelques heures après, ayant laissé leurs familles et leurs biens de l'autre côté de la rivière Ruzizi.

Le lendemain, nous avons à nouveau revu le commandant José Mugema, cette fois en tenue de la PIR (Police d'intervention rapide), tenant son téléphone portable dans une main et son talkie-walkie

dans l'autre. Il nous dit qu'il se rend à Uvira et qu'il détient une feuille de route signée par l'Inspecteur provincial de la Police, Constantin Mudekereza. Nous n'y croyons pas parce que tous les policiers et officiers de la police sont allés la veille accompagner le commandant Mudekereza à l'aéroport. Il se rendait à Butembo via Goma, dans la délégation du gouverneur de province pour l'installation du nouvel Évêque de Butembo.

Au milieu de la journée, trois camions de l'APR et un autre camion civil peint aux couleurs de la société de construction Strabag viennent du Rwanda et s'arrêtent devant la barrière. Ils sont pleins de soldats lourdement armés, avec de grandes caisses de munitions. Plusieurs officiers rwandais sont également à bord. Ceux-ci ouvrent eux-mêmes la barrière et se dirigent vers Bukavu, sans même nous adresser la parole.

Samedi 1^{er} août. Dès 9 heures, plusieurs officiers rwandais et Banyamulenge quittent Bukavu. Ils accompagnent des dizaines de femmes, d'enfants et de vieillards et déclarent qu'ils rentrent chez eux parce que le président Kabila les a chassés du Congo. Moins d'une heure plus tard, les officiers vont revenir seuls après avoir laissé leurs familles à Cyangugu et Kamembe. Nous comprenons de moins en moins : le président a décidé le retour dans leurs pays des soldats rwandais, ougandais et burundais mais, curieusement les Banyamulenge, qui se disent pourtant Congolais, leur emboîtent le pas avec leurs familles, même ceux qui occupent de hautes fonctions dans l'administration publique alors que la décision du chef de l'État ne concernait que les militaires étrangers.

Au milieu de la journée, de nombreuses personnalités de l'ethnie Banyamulenge, dont le maire de Bukavu Thaddée Mutware Binyonyo, le vice-gouverneur de province « Benjamin Serukiza Nkundabantu », le procureur de la République Jonas Sebatunzi, le chef coutumier des Banyamulenge Jean Scoher Muhamiriza et six autres que je ne connais pas, entourées d'une escouade de gardes du corps fortement armés, s'avancent à pied dans le no man's land et se dirigent vers Cyangugu, sans nous adresser le moindre signe de salutation ni la moindre parole. Il faut noter que toutes ces personnalités civiles sont en tenue militaire avec un béret vert vissé sur la tête, et portent un ou deux pistolets à la hanche. Ils étaient descendus de véhicules qu'ils ont laissés de l'autre côté de la barrière, vers Bukavu. Moins de cinq minutes après, 33 camions remplis de familles de militaires traversent à leur tour. Quelques-uns de ces véhicules appartiennent à l'armée et à la police de Bukavu, d'autres ont été réquisitionnés dans la ville. Il y a là des camions de la société Kotech, de l'Office congolais du café, de la Pharmakina, de la Bralima, de l'Office des Routes et d'autres appartenant à des particuliers comme les hommes d'affaires François Chihubagala ou Pius Rugamika. Nos soupçons sur un éventuel coup de force commencent à se confirmer. On ne peut expliquer autrement que les familles des Tutsi s'en vont au Rwanda alors que des soldats de l'armée rwandaise, dont la décision de rapatriement avait été prise seulement une semaine auparavant, rentrent au Congo, armés jusqu'aux dents. Ces derniers préparent certainement une action dont ils tiennent à faire éviter les conséquences à leurs familles.